

Japon du charbon de l'Ouest. Ma recommandation a été suivie et, grâce à des subventions, les ventes à ce pays ont commencé. Comme je l'ai dit, les expéditions atteignent 650,000 tonnes par an. Ces 650,000 tonnes vont apporter une aide considérable aux mineurs du Pas du Nid-de-Corbeau. Toutefois, il reste toujours des problèmes à résoudre.

Un des problèmes qui s'est posé depuis 3 ou 4 mois, c'est le fait que les *West Canadian Collieries*, à Blairmore et Bellevue, n'ont pu accepter de commandes du Japon. Les houillères de la Colombie-Britannique ont repris leur exploitation et accepté des commandes du Japon pour environ 300,000 tonnes de charbon. A Michel, tout va très bien, on est prospère, les mines bourdonnent d'activité et les gens sont heureux. Tout le monde travaille. Pour revenir à Coleman, disons que les mines ont accepté des commandes du Japon pour 170,000 tonnes. Là aussi, c'est la prospérité et le plein emploi. A Blairmore et Bellevue, cependant, les propriétaires des houillères ont calculé que la subvention ne couvrirait pas les frais et ne permettrait pas de réaliser un bénéfice suffisant. D'autres facteurs sont aussi entrés en ligne de compte pour empêcher ces propriétaires d'accepter cette année de nouvelles commandes du Japon.

Pour ceux qui ne connaissent pas bien le sujet, qu'on me permette d'expliquer que les propriétaires de houillères, comme les propriétaires d'autres entreprises, ont différents coûts de production. Pour la société en Colombie-Britannique, il y a un coût de production, et pour la société à Coleman, c'en est un autre. La *West Canadian Collieries*, à Blairmore, fonctionnait à un autre niveau. S'il fallait assurer de l'emploi dans chacune de ces régions, l'Office fédéral du charbon devrait tenir compte des frais de production dans chacune de ces trois mines, et la subvention au charbon a été fixée en conséquence. Si l'on avait pris la moyenne des frais d'exploitation de chacune de ces trois mines, l'exploitant dont le coût était élevé aurait été éliminé, et il n'y aurait eu ni emploi ni commande acceptée du Japon par une mine, au moment où la subvention a été accordée pour la première fois. Mais ce n'est pas ce qu'on a fait. La subvention a été accordée pour couvrir les frais de l'exploitation la plus coûteuse.

Cependant, l'exploitant qui produit à prix fort a constaté qu'il ne peut plus accepter de commandes du Japon et réaliser un bénéfice sur ces ventes. En conséquence, environ 350 mineurs sont sans emploi depuis décembre dans les régions de Blairmore et de Bellevue. Chaque fois qu'un tel nombre de mineurs est mis à pied, une situation difficile surgit. Autant que je puisse le déterminer, ces mines sont fermées et il n'y a aucune possibilité

de les voir rouvrir dans un avenir prévisible. J'ai parlé avec un des représentants de la mine, et il m'a dit que s'il travaillait pour le compte de cette compagnie, il accepterait n'importe quel emploi. Par conséquent, quand j'ai rencontré tous les chômeurs à Blairmore, pendant la première semaine d'avril, j'ai pris soin de leur signaler cet état de choses. Pour redresser la situation, je me suis adressé aux présidents d'environ 10 compagnies qui construisent présentement l'usine de 20 millions de dollars à l'ouest de Coleman, ainsi qu'aux présidents des compagnies qui posent certains pipe-lines en vue de l'exportation de gaz, et que je leur demanderais d'accorder la priorité aux mineurs mis à pied par suite de la fermeture des mines à Blairmore et à Bellevue. J'ai eu la meilleure collaboration de leur part, mais je trouve aussi que la plupart de ces compagnies qui construisent des pipe-lines amènent leurs propres employés de l'extérieur, de sorte que la population n'obtient pas les emplois. Je voudrais donner lecture d'une partie de la lettre que j'ai reçue de la ville de Blairmore à ce propos.

Le conseil tient également à vous signaler que peu de chômeurs locaux sont engagés par l'entreprise de construction du pipe-line ou l'entreprise de construction de l'usine à gaz, alors qu'il était entendu, pour le conseil, que l'embauchage de la main d'œuvre locale serait un des premiers soucis de ces entreprises; or ce n'est pas le cas. Votre bureau pourrait-il le signaler à ces entreprises et au service de placement?

J'ai attiré l'attention du ministère du Travail sur cette affaire. J'ai demandé que les offres de travail pour la région de Pincher-Creek soient déferées au bureau de Blairmore afin qu'on accorde la priorité aux chômeurs du Pas du Nid-de-Corbeau pour les emplois qui se présenteraient.

Au sud de Pincher-Creek, la Shell fera construire cet été une usine de 20 millions de dollars et une voie ferrée de 10.8 milles de long menant à cette usine. Il faut compter aussi l'usine de 20 millions de la *British American Oil Company*. J'ajouterai pour la gouverne des députés que c'est de cette région située au sud de Pincher-Creek que vient un fort pourcentage du gaz qui chauffe les maisons d'habitation de l'Ontario. Les nouvelles industries pétrochimiques établissent des usines dans cette région pour isoler les gaz, comme le gaz acide et le méthane qui seront transportés par pipe-line dans l'est du Canada et aussi exportés aux États-Unis. J'espère que le ministre du Travail accordera toute l'attention possible à la question de l'emploi dans la région du Pas du Nid-de-Corbeau.

Je veux dire quelques mots sur l'industrie du charbon. Hier, le ministre a affirmé que l'expédition de charbon au Japon était une expérience. Bien sûr, nous savons tous que c'est